

**LE REPRÉSENTANT LÉGAL DE LA PRISONNIÈRE POLITIQUE SAHRAOUIE  
SULTANA KHAYA CONDAMNE LA TORTURE ET L'AGRESSION SEXUELLE  
QU'ELLE SUBI**



*Sultana Khaya protestait depuis le toit de sa maison alors qu'elle était de facto assignée à résidence.*

Washington D.C. - L'avocat international des droits de l'homme Jared Genser a annoncé aujourd'hui qu'il avait rejoint l'équipe juridique internationale de la défenseure sahraouie des droits de l'homme Sultana Khaya qui est assignée à résidence par les autorités marocaines à Boujdour, au Sahara occidental, depuis novembre 2020. Pendant cette période, elle et d'autres personnes dans sa maison familiale ont été harcelées, agressées et torturées.

En tant qu'éminent défenseur du droit à l'autodétermination du Sahara occidental et de la fin de la violence contre les femmes sahraouies, Khaya est depuis longtemps la cible des autorités marocaines. Elle a été battue et torturée à de nombreuses reprises; elle a notamment été frappée si violemment par la police lors d'une manifestation pacifique en 2007 qu'elle a perdu son œil droit.

Les forces de sécurité marocaines sont stationnées devant son domicile depuis le 19 novembre 2020, date à laquelle on lui a dit qu'elle serait arrêtée et torturée si elle quittait son domicile. Depuis lors, elle est *de facto* détenue en résidence surveillée, sans justification légale. En outre, au cours des six derniers mois, les forces marocaines ont fait irruption à plusieurs reprises dans son domicile sans

mandat, l'ont harcelée et agressée physiquement, l'ont menacé de la tuer et lui ont refusé l'accès à un traitement médical pour les blessures qu'elle a subies. D'autres personnes présentes au domicile ont été également victimes de harcèlement et maltraitements. Des substances nocives ont jeté dans la maison, l'électricité a été coupée. Sa détention a été soulignée par [Human Rights Watch](#), [Amnesty International](#) et [Frontline Defenders](#), entre autres.

La situation s'est brusquement aggravée ces derniers jours, apparemment dans le cadre d'une répression plus large des militants sahraouis dans toute la région. Le 10 mai, la police a fait une descente au domicile des Khaya et a expulsé trois militants des droits humains qui séjournaient avec la famille. Les policiers ont placé les trois militants en garde à vue et les ont torturés pendant plusieurs heures avant de les abandonner dans le désert. Puis, dans la nuit du 11 mai, la police marocaine a de nouveau fait irruption au domicile de Khaya, l'attaquant brutalement et l'agressant sexuellement. Bien qu'elle ait tenté de s'échapper et de chercher de l'aide, les policiers l'ont ramenée dans la maison et ont continué à la battre. Elle souffre toujours énormément des blessures infligées lors du raid.

Genser, qui est l'avocat bénévole de Khaya avec l'étudiante en droit Stephanie Herrmann, a fait la déclaration suivante : "C'est un grand privilège pour moi de rejoindre l'équipe de défense de Sultana Khaya en tant que conseil international. Sa détention et ses mauvais traitements - qui violent de nombreuses dispositions du droit international - sont clairement liés à sa critique ouverte du gouvernement marocain et à son activisme pacifique en faveur de l'autodétermination des Sahraouis. Son équipe et moi-même allons travailler sans relâche pour dénoncer cette injustice et plaider pour sa libération immédiate."

"Je suis impressionné par la force de Sultana face à un traitement aussi horrible, mais je crains aussi pour sa vie", a déclaré Tone Sørfohn Moe, une juriste norvégienne spécialiste des droits de l'homme qui fait également partie de l'équipe de défense internationale de Khaya avec le professeur de droit norvégien et ancien président et membre du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire, Mads Andenæs. "Ce dernier raid marque une escalade intense et très préoccupante dans les mauvais traitements infligés par les autorités marocaines à Sultana et à sa famille, et je crains que leur comportement ne continue à s'aggraver. Il est vital que la communauté internationale accorde une attention particulière à son cas, ainsi qu'à celui d'autres militants sahraouis, et qu'elle demande des comptes au Maroc pour les violations flagrantes des droits de l'homme et du droit humanitaire."

###

Contact :

Jared Genser

[jgenser@perseus-strategies.com](mailto:jgenser@perseus-strategies.com)

+1 202 320 4135